

Dopage et Disqualifications - Helsinki 2012

En 2003 l'AIFA a adopté le Code mondial antidopage de l'AMA comme base de la lutte contre le dopage afin d'harmoniser le plus possible ses règles (listes de substances prohibées, procédures et sanctions) avec celles de l'ensemble des instances sportives internationales. L'Article 3 de la Constitution 2012 de l'AIFA stipulait qu'un des objectifs (Alinéa 5) de l'instance internationale était de veiller à l'application de toutes ses règles que ce soit dans ses compétitions mais aussi dans celles relevant des Associations continentales et des Fédérations nationales. L'AEA en tant que membre affilié à l'AIFA avait en conséquence l'obligation de respecter aussi cet objectif pour ses propres compétitions (les CE entre autres) (Article 4, Alinéa 8 & Article 9, Alinéa 2 de la Constitution de l'AIFA) notamment en matière de sanctions (disqualifications et annulations de résultats) envers tout athlète dopé (Article 30, Alinéa 2 du règlement antidopage de l'AIFA).

Note : L'AMA faisait une différence dans les substances interdites entre celles **non spécifiées** utilisées uniquement en raison de leur capacité d'amélioration des performances (Anabolisants, certains Stimulants, Hormones de croissance, EPO) et celles **spécifiées** utilisées aussi à des fins thérapeutiques (médicaments contre l'Asthme ou le Cancer, Diurétiques, certains Stimulants, Narcotiques) ou récréatives (Cannabis) donc susceptibles d'introduire un doute sur la volonté de se doper (Article 4, Alinéa 2 de son Code en vigueur depuis le 1^e Janvier 2009).

À l'ouverture des CE 2012, les athlètes reconnus coupables d'usage de produits interdits suite à un prélèvement urinaire ou sanguin (y compris lors de retestages d'échantillons conservés) ou suite à toute forme d'évidence de dopage (témoignages, preuves écrites, conclusions tirées notamment du passeport biologique de l'athlète, aveux) mais aussi de toute autre violation des règles antidopage (refus de se soumettre à un test ou de fournir un échantillon, détention et approvisionnement de substances interdites ou falsification de tout ou partie du processus de contrôle) subissaient des sanctions prévues par un certain nombre d'articles du règlement AIFA :

- l'Article 38 organisait la procédure disciplinaire.

* Tout athlète **devait** être suspendu provisoirement par l'AIFA (athlète de niveau international) ou sa fédération (tout autre athlète) jusqu'à la résolution finale de son cas pour des substances **non spécifiées** mais **pouvait** facultativement l'être pour des substances **spécifiées** et les autres cas de violations des règles antidopage (Alinéa 2).

* Si la fédération de l'athlète ne décrétait pas de suspension provisoire relevant de son domaine alors l'AIFA l'imposait (Alinéa 3).

* Tout athlète avait droit à une audition devant sa fédération avant que ne soit prise une sanction éventuelle (Alinéa 7).

* Tout athlète dont l'infraction était avérée après son audition ou qui en avait renoncé au droit était sanctionné par sa fédération (Alinéa 1).

Si de l'avis de l'AIFA la Fédération nationale ne sanctionnait pas correctement son athlète, alors elle pouvait faire appel (Alinéa 13), toute demande dans ce sens devant être faite au TAS rendant des décisions définitives (Article 42, Alinéas 3, 8 & 25).

- l'Article 40 prévoyait des sanctions individuelles.

* En cas d'infraction à l'occasion d'une compétition (Championnats ou réunion), disqualification de **tous** les résultats individuels de l'athlète quel que soit le moment de la compétition où la violation a eu lieu (Alinéa 1) et, aussi pour un contrôle inopiné ou tout autre cas de violation, disqualification de **toutes** les performances réalisées entre la date du prélèvement ou de la violation et le début de la suspension provisoire éventuelle ou de la suspension finalement décidée (Alinéa 8).

* Suspension de **2 ans** (1^e violation) et au minimum **8 ans** (2^e violation) pour un test positif à toute substance **spécifiée** ou **non**, un refus de prélèvement, une évidence de dopage, la détention de drogues ou une falsification lors du processus de contrôle (Alinéas 2, 3 & 7).

Note : Cette suspension pouvait être portée à **4 ans** maximum (1^e violation) et à **vie** (2^e violation) en cas de circonstances aggravantes, notamment plusieurs violations successives ou l'implication dans un plan de dopage collectif (Alinéas 6 & 7).

* Au minimum une **réprimande** (avec disqualification de la compétition) et au maximum **2 ans** de suspension (1^e violation) et de **1 à 4 ans** de suspension (2^e violation) pour un test positif à une substance **spécifiée** si l'athlète pouvait établir comment elle était entrée dans son corps (accident ou prescription médicale) et qu'elle n'était pas destinée à améliorer ses performances (Alinéas 4 & 7).

Note : Si la 2^e violation n'était pas dans la même catégorie de substance ou de situation que la 1^e, l'AIFA considérait qu'il y avait quand même récidive et les différentes suspensions pouvaient aller, au gré des combinaisons, de **1 an** à la radiation à **vie** (Alinéa 7).

* Une 3^e violation entraînait toujours une suspension à **vie** (Alinéa 7).

* La période de suspension commençait à la date de sa prise de décision par la fédération nationale (le plus souvent le jour de l'audition) ou si l'athlète admettait rapidement sa faute par écrit, à la date du prélèvement ou de la violation, toute période de suspension provisoire étant déduite de la durée totale à purger (Alinéa 10).

- l'Article 41 prévoyait des sanctions collectives.

* Lorsque l'athlète ayant violé les règles antidopage en compétition était membre d'un relais, l'équipe devait être disqualifiée, quel que soit le moment de la compétition où l'infraction avait eu lieu avec toutes les conséquences qui en découlaient pour elle (perte de médailles et de diplômes) (Alinéa 1).

Note : Dans le cas où l'athlète dopé n'avait participé qu'à un tour préliminaire du relais, cet alinéa ne prévoyait pas expressément s'il fallait aussi disqualifier l'équipe en Finale à laquelle il n'avait pas pris part. En pratique la disqualification du relais finaliste découlait implicitement de celle du relais du ou des tours précédents qui avait permis l'accès à la Finale.

Dopage et Disqualifications - Helsinki 2012

1 athlète contrôlée pendant les **CE d'HELSINKI** a été convaincue de dopage :

@ Karin **MELIS MEY** (Turquie) s'est classée 5e de la Longueur avec 6,63m. Lors des **JO de Londres** (Août 2012) qui ont suivi, l'**AIFA** a révélé que l'athlète avait subi un test antidopage avéré positif à la **Testostérone** et ce à l'occasion des Qualifications de la Longueur des **CE d'Helsinki** le 27 Juin.

La Turquie a été disqualifiée des épreuves européennes et suspendue **2 ans**.

Des athlètes ont subi des tests positifs ou ont violé d'autres règles antidopage avant les épreuves européennes mais la connaissance de leur cas n'a été avérée qu'après :

@ Nour-Eddine **GEZZAR** (France) 4e en 8'36"98 du 3000m Steeple a été contrôlé le 17 Juin à **Angers** lors des **CF** mais son test ne s'est révélé positif à l'**EPO** qu'après les **CE**. Cette deuxième infraction (l'athlète avait été suspendu **2 ans** en 2006 pour 2 contrôles positifs à la **Nandrolone** et au **Finastéride**) a incité la **FFA** à le suspendre **10 ans** en Août 2012.

@ Damian **KUSIAK** (Pologne), forfait en Qualifications du Poids, avait été contrôlé avant les **CE** lors de ses Championnats nationaux le 15 Juin à **Bielsko-Biala**. Le résultat positif au **Stanozolol** a été connu peu avant les épreuves ce qui explique sa sélection puis son forfait. Exclu des **CE**, il a été suspendu **2 ans**.

@ Gervasio **FILIPPIDIS** (Grèce) a été éliminé en Qualifications du Javelot (24e avec 72,39m). Ayant subi un contrôle inopiné en **Grèce** le 14 Juin dont le résultat s'est avéré positif au **Stanozolol** après les **CE**, le Grec en a été disqualifié et a été suspendu **2 ans**.

@ Zoltan **KOVAGO** (Hongrie), 3e du Disque avec 66,42m, avait refusé de fournir un échantillon d'urine lors d'un contrôle inopiné le 11 Août 2011 à **Szolnok** (Hongrie). L'Organisation antidopage hongroise après une longue procédure l'a blanchi en Juin 2012 acceptant l'explication du malentendu et l'autorisant de fait à participer aux **CE**.

L'**AIFA** a fait appel devant le **TAS** en Juillet 2012 et celui-ci a jugé que **KOVAGO** était coupable. Il l'a suspendu **2 ans** et lui a annulé tous ses résultats à partir de l'infraction du 11 Août 2011. Le Hongrois a été disqualifié des **CE**.

Le passeport biologique de l'athlète (PBA)

Le **PBA**, document électronique rassemblant les résultats des contrôles antidopage d'un sportif ainsi que ses profils hématologique et endocrinologique tenus à jour en permanence, a permis de déceler l'usage régulier de substances interdites sur la base des variations anormales de ces paramètres pour une période donnée et ce sans qu'il y ait eu de contrôle positif proprement dit.

L'**AIFA** l'a adopté en 2009 et a pu annoncer à partir de 2012 les noms d'athlètes sanctionnés car leurs profils du **PBA** étaient suspects et considérés comme une évidence de dopage (Article 33, **Alinéa 3** pour les années 2012 à 2016 & Article 3, **Alinéa 2** à partir de 2017 des différents règlements antidopage **AIFA** correspondant aux cas concernés).

Au fur et à mesure des annonces, certains de ces athlètes ayant participé aux **CE 2012** en ont été disqualifiés car la date de départ des variations anormales constatées marquant le début de l'annulation des résultats était antérieure à leur(s) épreuve(s) européenne(s).

Note : En Novembre 2015, une Commission d'enquête indépendante nommée par l'**AMA** a rendu public un rapport accablant dénonçant un vaste système de dopage généralisé et de corruption dans l'Athlétisme russe. Cette enquête faisait suite aux allégations en 2014, dans un documentaire de la télévision allemande **ARD**, d'athlètes, d'entraîneurs et de responsables antidopage russes accusant le système sportif de leur pays de pourvoir nombre de ses compétiteurs en produits dopants en échange d'un pourcentage de leurs gains et de falsifier ou détruire des échantillons positifs avec la complicité du Laboratoire antidopage de **Moscou** et l'aval du gouvernement.

Dans la foulée le Conseil de l'**AIFA** réuni le 13 Novembre 2015 par vidéoconférence depuis **Londres** a suspendu provisoirement la Fédération Russe d'Athlétisme en tant que membre (Articles 6 & 14 de la Constitution **AIFA** en vigueur) en attendant la fin de l'enquête. En conséquence la Fédération Russe devait déléguer la gestion des cas de dopage en suspens et à venir de ses athlètes au **TAS** ou à tout autre organe externe (**RUSADA** notamment) rendant une décision en 1e instance (Article 38, **Alinéa 5** des règles **AIFA 2016/2017**).

Tous ces athlètes ont été suspendus **2 ans** sauf mention contraire :

@ Nevin **YANIT** (Turquie), (depuis le 28 Juin 2012), 1e du 100m Haies en 12"81, suspendue **3 ans**

En Août 2013 la Fédération Turque d'Athlétisme a suspendu **2 ans** l'athlète. **YANIT** faisait partie d'une catégorie de sportifs particulièrement ciblés par l'**AIFA** pour les contrôles antidopage. Elle a ainsi été reconnue coupable de dopage sanguin par le biais de variations anormales dans son passeport biologique entre Juin 2012 et Février 2013 et d'utilisation de **Stanozolol** et de **Testostérone** entre Août 2012 et Février 2013 (sur la base de plusieurs contrôles positifs durant cette période).

L'**AIFA** a fait appel en Octobre 2013 devant le **TAS** pour faire passer la suspension à **4 ans** en raison de circonstances aggravantes (dopage répété sur une longue période). Finalement le **TAS** a décidé en Mars 2015 que **YANIT** devait être suspendue pour une période de **3 ans**. De plus la Turquie a vu tous ses résultats annulés par l'**AIFA** à compter du 28 Juin 2012, date reconnue comme étant le début de son dopage sanguin via son passeport biologique.

Dopage et Disqualifications - Helsinki 2012

@ Svetlana KIREYEVA (Russie), (depuis le **26 Juin 2012**), 7e du 5000m en 15'19"55
@ José ROCHA (Portugal), (depuis le **11 Décembre 2010**), Abandon dans le 10 000m
@ Yekaterina ISHOVA-GORBUNOVA (Russie), (depuis le **12 Juillet 2011**), 4e du 1500m en 4'08"63
@ Anzhelika SHEVSHENKO (Ukraine), (depuis le **2 Juillet 2011**), 10e en Séries du 1500m en 4'17"41
@ Tetyana PETLYUK (Ukraine), (depuis le **18 Août 2009**), 5e en Séries du 800m en 2'04"09
@ Anna MISHCHENKO (Ukraine), (depuis le **28 Juin 2012**), 3e du 1500m en 4'07"74
@ Elena ARZHAKOVA (Russie), (depuis le **12 Juillet 2011**), 1e du 800m en 1'58"51
@ Irina MARACHEVA (Russie), (depuis le **26 Juin 2012**), 3e du 800m en 2'00"66
@ Ildar MINSHIN (Russie), (depuis le **15 Août 2009**), 11e en Séries du 3000m Steeple en 8'52"84
@ Lyudmila YOSYPENKO (Ukraine), (depuis le **25 Août 2011**), 2e de l'Heptathlon avec 6387 pts, suspendue **4 ans**
@ Svitlana SHMIDT (Ukraine), (depuis le **8 Mars 2012**), 2e du 3000m Steeple en 9'33"03, suspendue **4 ans**
@ Pinar SAKA (Turquie), (depuis le **18 Juin 2010**), 7e en Demi-finales du 400m en 52"84
et 5e avec le Relais turc en 3'34"70 en Séries du 4x400m, suspendue **3 ans**
@ Meliz REDIF (Turquie), (depuis le **26 Juin 2012**), 7e en Séries du 400m en 53"99
et 5e avec le Relais turc en 3'34"70 en Séries du 4x400m, suspendue **3 ans**
@ Gamze BULUT (Turquie), (depuis le **20 Juillet 2011**), 2e du 1500m en 4'06"04, suspendue **4 ans**
@ Lyubov KHARLAMOVA (Russie), (depuis le **27 Juillet 2010**), 13e du 3000m Steeple en 9'58"44
@ Lyudmyla KOVALENKO-LIAKHOVICH (Ukraine/Biélorussie depuis **2017**), (depuis le **27 Juin 2012**), 2e du 5000m en 15'12"03
@ Marta DOMINGUEZ (Espagne), (depuis le **5 Août 2009**), Abandon en Séries du 3000m Steeple, suspendue **3 ans**
En Juillet **2013**, l'AIFA a suspendu l'athlète provisoirement et a demandé à la Fédération Espagnole une radiation de **4 ans** à cause d'anomalies constatées dans son passeport biologique. La Fédération d'Athlétisme Espagnole a accepté les explications de **DOMINGUEZ** et l'a blanchie en ne la suspendant pas. L'AIFA et l'AMA ont fait appel devant le **TAS** (Avril & Mai **2014**) qui en Novembre **2015** a estimé que **DOMINGUEZ** devait être suspendue **3 ans** et qu'on devait annuler tous ses résultats depuis le **5 Août 2009**.

Note : Une suspension pouvait être réduite pour circonstances exceptionnelles quand l'athlète fournissait une aide substantielle à l'AIFA, une organisation antidopage, une autorité judiciaire ou policière, pour découvrir une violation des règlements ou une infraction pénale commise par une autre personne (Article **40**, Alinéa **7.a** des règles **2016/2017**).

@ Asli ÇAKIR ALPTEKIN (Turquie), (depuis le **29 Juillet 2010**), 1e du 1500m en 4'05"31

L'athlète a été reconnue coupable de dopage par l'AIFA en **2013** sur la base d'anomalies enregistrées sur son passeport biologique entre le **29 Juillet 2010** et le **17 Octobre 2012**. Saisie du dossier, la Fédération Turque d'Athlétisme a blanchi **ÇAKIR** en Décembre **2013** estimant que les variations de son passeport biologique n'étaient pas suffisamment significatives pour parler de dopage. En Février **2014**, l'AIFA a demandé l'arbitrage du **TAS** qui en Août **2015** a donné raison à l'instance internationale en déclarant **ÇAKIR** coupable de dopage et devant être sanctionnée par une suspension de **8 ans** (récidive, **2 ans** en **2004**) avec l'annulation de tous ses résultats depuis le **29 Juillet 2010**. La suspension a été ramenée à **4 ans** en Novembre **2015** pour circonstances exceptionnelles quand la Turquie a apporté une aide substantielle à la lutte antidopage en livrant les noms de personnes membres ou proches de l'AIFA ayant extorqué de l'argent à des athlètes pour taire leurs cas de dopage.

@ Kristina UGAROVA-KHALEYEVA (Russie), (du **26 Juin au 25 Décembre 2012**), 8e du 1500m en 4'10"26

@ Hanna TITIMETS (Ukraine), (du **26 Juin 2012 au 26 Juin 2014**), 7e en Demi-finales du 400m Haies en 57"26

Retestages

Dans le cadre de sa politique de lutte antidopage, l'AIFA a procédé à partir de **2012**, à une nouvelle analyse d'échantillons d'urine prélevés lors de **CM** précédents. Ces échantillons négatifs de toute substance dopante à l'époque avaient été congelés en laboratoire par précaution à l'issue des **CM** afin de permettre leur réanalyse ultérieure en utilisant les techniques analytiques les plus récentes.

Notes : Les différentes réglementations antidopage de l'AIFA en vigueur les années concernées autorisaient les réanalyses (Article **36**, Alinéa **5**) mais toute action intentée contre un athlète fautif dans ce cas devait l'être dans les **8 ans** suivant la violation (Article **46**) jusqu'en **2014**, délai porté à **10 ans** à partir de **2015** (Articles **47** pour **2015 & 2016/2017** & **18** à partir de **2018**).

En vertu du principe de non rétroactivité des règles de l'AIFA relatives aux questions de fond, les sanctions applicables pour dopage dans les cas de réanalyses (faites à partir de **2012** pour les violations citées ci-dessous) devaient être celles en vigueur les années durant lesquelles les prélèvements conservés avaient été faits (à savoir les années des **CM** concernés).

1 athlète a vu ses résultats d'**Helsinki** annulés à cause du retestage de ses échantillons prélevés lors des **CM 2009** de **Berlin** :

@ Zalina MARGHIEVA (Moldavie), 8e du Marteau avec 67,92m, suspendue **2 ans**

et résultats annulés à partir du **20 Août 2009** (jour des Qualifications) pour des traces de **Stanozolol** et de **Turinabol oral**

Dopage et Disqualifications - Helsinki 2012

Les résultats des **CE 2012** d'une athlète ont été invalidés suite au retestage avéré positif de ses échantillons des **CM 2011 de Daegu** :

@ Binnaz **USLU (Turquie)**, abandon en Séries du 3000m Steeple,
a ainsi été convaincue de dopage au **Stanozolol** pour son test réalisé le jour de sa Finale de **Daegu (30 Août 2011)**.
Elle a été radiée à vie car récidiviste (**2007, Testostérone**).

Cas de dopage découlant des conclusions du Rapport McLAREN

et du Système de Gestion de l'Information du Laboratoire de Moscou (Laboratory Information Management System, LIMS)

En Mai **2016** l'**AMA** a créé une commission indépendante dirigée par Richard **McLAREN**, un juriste canadien, afin d'étudier de manière approfondie le système de dopage institutionnel russe appliqué entre fin **2011** et Août **2015**, révélé par le rapport initial (Novembre **2015**) de la première Commission d'enquête sur le sujet (cf plus haut) et corroboré par les allégations dans une interview au New York Times de Grigory **RODCHENKOV** réfugié aux **Etats-Unis** depuis Janvier. L'ex directeur (**2006/2015**) du Laboratoire antidopage de **Moscou** révélait par le détail le système de dopage russe impliquant entre autres le Ministère des sports, les fédérations nationales sportives, l'Agence nationale antidopage et les services secrets.

La Commission **McLAREN** va ainsi collecter et étudier des milliers de documents, courriels, rapports de laboratoires, rapports officiels de contrôles antidopage, révélations de témoins, enregistrements vidéo, photographies, analyses de disques durs, analyses médico-légales d'échantillons d'urine et de bouteilles de laboratoire, SMS...

Richard **McLAREN** a publié son rapport en 2 parties (Juillet et Décembre **2016**) mettant à jour notamment un système de falsification d'échantillons **A** d'urine positifs après analyse par le Laboratoire de **Moscou** avec l'aval du Ministère des sports et inscrits comme étant négatifs dans le Système de Gestion et d'Administration antidopage (**Anti-Doping Administration & Management System/ADAMS**) c'est-à-dire le centre d'information réunissant toutes les données liées au dopage.

Ce système de falsification répertorié sous le nom de "Disappearing Positive Methodology" (Méthode de Disparition des Cas positifs) a été mis en place en vue des **JO 2012 de Londres** et des **CM 2013 d'Athlétisme de Moscou**.

De plus le même laboratoire de **Moscou** fournissait à de nombreux sportifs russes un mélange de 3 **Stéroïdes** dissous dans de l'alcool afin d'éviter plus sûrement leur détection en accélérant leur disparition de l'organisme ou en atténuant leur présence détectable.

Pour l'Athlétisme les résultats de l'enquête du Rapport **McLAREN** ont dévoilé les noms de Russes dont la positivité a été avérée.

À partir de **2019** l'**AMA** a pratiqué un examen approfondi des échantillons conservés et des données enregistrées dans le Système de Gestion de l'Information du Laboratoire de **Moscou (Laboratory Information Management System, LIMS)** concernant les athlètes russes n'ayant pas été considérés comme dopés lors de la première vague d'enquêtes (**2016/2019**) liée aux conclusions du Rapport **McLaren** mais aussi des athlètes biélorusses impliqués dans ce système.

C'est ainsi que certains d'entre eux présents aux **CE d'Helsinki** ont été convaincus de dopage 10 ans plus tard, ont vu leurs résultats européens annulés par l'**AEA** et ont été sanctionnés par une suspension :

@ Irina **DAVYDOVA-KOLESNICHENKO (Russie)**, 1e du 400m Haies en 53"77, suspendue **2 ans**
et résultats du **20 Juin 2012 au 30 Juin 2015** annulés

@ Pavel **KRYVITSKI (Biélorussie)**, 9e du Marteau avec 73,67m, suspendu **4 ans** (sanction de **2015**)
et résultats du **22 Mars 2012 au 16 Juillet 2012** annulés

Déjà coupable de 2 infractions avérées en **2015** (contrôle positif le **11 Mai** & retestage positif d'un échantillon prélevé le **17 Juillet 2012**) sanctionnées par une suspension de **4 ans** et une disqualification des résultats du **17 Juillet 2012 au 16 Juillet 2014** (Retestage) et à partir du **11 Mai 2015** (Test inopiné) le Biélorusse n'a pas été à nouveau suspendu (**2022**) car son implication dans le système institué russe de dopage n'a pas été considérée comme de la récidive. En revanche ses résultats ont été annulés jusqu'au **16 Juillet 2012** afin de faire la jonction avec la précédente annulation démarrant le **17 Juillet**.

@ Yelena **CHURAKOVA (Russie)**, 5e du 400m Haies en 54"78, suspendue **2 ans** additionnels
et résultats du **20 Juin 2012 au 28 Février 2013** (début de la 1e suspension de **2 ans**) annulés

La Russe avait déjà été suspendue **2 ans** pour un test avéré positif à la **Testostérone** dans un camp d'entraînement au **Portugal** le **26 Janvier 2013** et avait vu ses résultats annulés à compter de cette date. La récidive n'a pas été retenue car chronologiquement la première violation des règles antidopage (**2012**, implication de **CHURAKOVA** dans le système de dopage russe) a été connue après (**2019**) la seconde (**2013**, test positif). En revanche les circonstances aggravantes ont été admises car l'ensemble des tests positifs (celui de **2013** et les 6 à divers produits, découverts en **2019** pour une période allant du **20 Juin au 1e Août 2012**) datait de la même époque. Au total pour toutes ces infractions la Russe a été suspendue **4 ans**.

@ Yevgeniya **POLYAKOVA (Russie)**, 5e en Séries du 100m en 11"55 et 4e avec le Relais 4x100m en 43"37,
suspendue **4 ans** et résultats à compter du **20 Juin 2012** annulés

Dopage et Disqualifications - Helsinki 2012

@ Olga **SAMYLOVA** (Russie), 7e en Demi-finales du 100m Haies en 13"24, suspendue **4 ans**
et résultats à partir du **20 Juin 2012** annulés

@ Nikolay **SEDYUK** (Russie), 27e des Qualifications du Disque avec 57,08m, suspendu **4 ans**
et résultats du **20 Juin 2012** au **4 Mars 2015** annulés

En Mars **2022 AIU** a annoncé que **SEDYUK** était sanctionné pour un contrôle du **5 Mars 2015** avéré positif
à une substance dont le nom n'a pas été communiqué. Il était suspendu **4 ans** et voyait ses résultats annulés depuis la date du test.

En Septembre suivant, sans modifier la durée de suspension, l'Agence Antidopage Russe a ajouté une période d'annulation
des résultats allant du **20 Juin 2012** au **4 Mars 2015** afin de faire la jonction avec celle initiale démarrant le **5 mars 2015** et ce
pour l'implication de **SEDYUK** dans le système de dopage russe.

@ Yegor **KIBAKIN** (Russie), 6e en Séries avec le Relais 4x400m en 3'09"94, suspendu **4 ans**
et résultats du **20 Juin 2012** au **19 Juin 2016** annulés